

ARRETE MUNICIPAL N° 2026/...^{MA}

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement 6 Impasse du Levant

Le Maire de la Ville d'Ambilly,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-28, L2212-1 et L2213-2 ;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

Vu la décision de Monsieur Le Maire en date du 25 juillet 2018 portant modification des redevances d'occupation du domaine public ;

Vu la demande de DENTINGER Tom, à son nom, demeurant, 91 B rue de Genève, 74240 GAILLARD concernant des travaux de ravalement et isolation de toiture.

Vu l'intérêt général et considérant que les travaux de ravalement et isolation de toiture, sur le 6 Impasse du Levant, nécessitent de réglementer, la circulation et le stationnement sur le 6 Impasse du Levant.

ARRETE

ARTICLE 1 – Du 7 Mars au 18 Mai 2026. Monsieur **DENTINGER Tom**, à son nom, est autorisé à utiliser le domaine public pour l'exécution des travaux précédemment désignés.

ARTICLE 2 - Du 7 Mars au 18 Mai 2026. La circulation des piétons au niveau de la zone de travaux sera déviée sur le trottoir matérialisé. Des panneaux de type « piétons passez en face » devront être disposés sur les passages protégés les plus proches. Une circulation matérialisée et sécurisée sera maintenue en permanence pendant toute la durée des travaux. Cette circulation piétonne de 1.40 m de largeur devra être clairement visible.

ARTICLE 3 - La circulation sera réglée par un alternat manuel. La signalisation, conforme à la réglementation en vigueur, sera mise en place et maintenue par Monsieur **DENTINGER Tom**, à son nom, pendant toute la durée des travaux. La circulation sera organisée en double sens ou en sens unique selon la configuration existante des rues.

ARTICLE 4 - Le permissionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au mètre linéaire fixé par décision de Monsieur Le Maire. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation. La redevance fixée, applicable au titre de l'année 2026 est de 2€ par mètre linéaire et par semaine. L'empiètement déclaré est de 13 mètres linéaires, la redevance soit 156 € pour 6 semaines sachant que les 7 premiers jours francs sont gratuits et que toute semaine commencée est due.

ARTICLE 5 - Les installations ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Le point de défense incendie devra rester accessible aux services de secours pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 6 - L'entreprise qui interviendra sur ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

ARTICLE 7 - Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

ARTICLE 8 - Les accès pour les véhicules de secours seront maintenus en permanence.

ARTICLE 9 - Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension immédiate du chantier.

ARTICLE 10 - Dès l'achèvement des travaux Monsieur **DENTINGER Tom**, à son nom, **devra** enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

ARTICLE 11 - Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux. Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité et d'affichage.

ARTICLE 12 – Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée :

- M. le Maire de la commune d'Ambilly.
- M. le représentant de l'entreprise.
- M. le Chef de poste de la police municipale d'Ambilly.
- M. le directeur de TP2A.
- M. le Commandant du centre principal de secours.

Fait à Ambilly, le 28/04/26

Le Maire,
Cristian GUERET



Publié sur le site Internet : 28 AVR. 2026

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le Représentant de l'Etat.